

Vote des Français de l'étranger : le résultat qui préfigure la mega claque qui attend tous ceux qui ne sont pas En Marche



C'est une vague; non, un raz de marée, un tsunami. Bien sûr, les Français résidant à l'étranger, comme les Polynésiens vivant à l'autre bout du monde, qui étaient invités à voter une semaine avant la métropole, ne se sont guère mobilisés pour élire les députés qui les représenteront pendant la prochaine législature.

Avec Anita
Hausser

Mais le résultat est sans appel : c'est seulement cette faible participation qui empêche l'élection au premier tour de plusieurs candidats E.M. qui ont obtenu plus de 50% des suffrages (Etats-Unis, Belgique-Luxembourg, Portugal, Suisse), mais pas le quorum qui est de 25% des votants. Les électeurs ont donc confirmé leur vote à la présidentielle et la forte abstention a amplifié ce résultat car ce sont les plus motivés qui se déplacent. A l'exception du candidat UDI-LR sortant de la 8e circonscription (Italie, Grèce, Chypre, Israël) qui talonne sa concurrente d'En Marche, les députés sortants candidats à leur réélection, L.R. ou PS, sont largement battus sur le papier, tant l'écart de voix avec le score obtenu par leur challenger EM est important. Et si on explique qu'En Marche est en tête dans dix circonscriptions sur onze, c'est parce que dans cette dernière (-il s'agit de la neuvième circonscription : Maghreb, Afrique de l'Ouest dont le sortant PS ne se représentait pas), la multiplicité des candidatures se réclamant de la Majorité Présidentielle empêche une lecture claire du scrutin. On note d'ailleurs que Didier Le Bret, ancien coordonateur national du renseignement français, qui était investi par le PS, y rate son atterrissage. Dans l'ensemble on ne voit pas comment les députés sortants en mauvaise posture pourraient être en mesure de renverser la tendance au deuxième tour.

Aujourd'hui tout porte à croire que ce premier tour des législatives dans les onze circonscriptions des Français de l'étranger préfigure celui de dimanche prochain en métropole. Les instituts de sondages pronostiquent déjà une large avance des candidats La République en Marche et ils ne sont pas démentis par le terrain. Le PS est bien parti pour connaître une défaite historique, plus ample encore que celle subie en 1993, lorsqu'il avait obtenu moins de soixante élus. Quant à la droite, son discours prônant un rééquilibrage des pouvoirs et une " opposition constructive", mais qui n'a pas su présenter un projet capable de rassembler une majorité de Français à la présidentielle, elle n'attire pas davantage. Ses cris d'alarme sur les hausses de la CSG n'émeuvent que les plus aisés. La majorité des électeurs qui ont vécu le dernier quinquennat au rythme de l'opposition systématique de la droite, et des frondes des députés socialistes qui ont empêché les gouvernements Ayrault et Valls d'avancer, sont las et veulent donner les moyens de gouverner (-et de réformer) à l'exécutif. L'affaire Ferrand ne semble pas les atteindre ; les incertitudes entretenues sur le contenu du Code du travail n'ont pas permis l'instauration du débat, encore moins de polémiques. Les imprécations de Jean-Luc Mélenchon n'intéressent que ses électeurs. Le Front National a perdu son attractivité, notamment à cause des remous internes provoqués par la défaite de Marine Le Pen. Et la candidate à la présidentielle est discrète, concentrée sur sa propre campagne, dans sa circonscription. Ce résultat à

venir ne signifie pas que c'est la personne des candidats d'En Marche ou du Modem qui suscite un engouement; c'est leur étiquette qui attire et à travers elle, la personne d'Emmanuel Macron. Comme lui, ils incarnent le renouveau, en tous cas le renouvellement des hommes. Le scrutin majoritaire à deux tours va amplifier le phénomène. Comment cette future assemblée va-t-elle évoluer ? Ceci sera une autre histoire ; pour l'heure on est à un tournant : la fin d'un cycle et le début d'une ère nouvelle de la politique française. Pas forcément idyllique, certainement sujette à critiques et à mouvements, mais neuve.